

ASSISES DE LA RECHERCHE DURABLE À LA FBM #3

17 mars 2026



TRAVAIL DE RÉFLEXION SUR LES CONTENUS ET LES FINALITÉS DE LA RECHERCHE

SOMMAIRE

I. Introduction	3
II. Interroger le sens et la responsabilité de la recherche.....	4
III. Poser le cadre des impacts de la recherche	5
IV. Table ronde : les impacts des contenus de la recherche.....	8
V. Travail en sous-groupes : identifier des pistes d'action.....	12
VI. Focus thématique : intelligence artificielle et recherche durable.....	13
VII. Retour sur les travaux de la session 2.....	16
VIII. Restitution collective des productions.....	16
IX. Clôture de la session.....	17

I. Introduction

La troisième session des Assises de la recherche durable s'est tenue le 17 mars 2026 à l'Université de Lausanne.

Elle s'inscrit dans la continuité des deux premières sessions, qui ont permis d'une part de préciser les contours de la recherche durable (session 1), ainsi que d'explorer les pratiques de recherche et leurs impacts environnementaux (session 2).

Cette session marque un changement de perspective. Après avoir interrogé les pratiques, elle se concentre sur les contenus mêmes de la recherche (savoirs, méthodologies...) et sur leur rôle potentiel dans l'aggravation ou, au contraire, la résolution des crises socio-environnementales.



La question centrale était la suivante : Comment s'assurer que les contenus produits par la recherche en FBM n'aggravent pas les crises socio-environnementales et contribuent à la durabilité ?

Dans cette perspective, la session visait également à faire converger les travaux engagés depuis le début des Assises, en vue de dégager des orientations communes. Il s'agissait moins de produire immédiatement des recommandations que de structurer un socle d'objectifs et de tensions à partir desquels le rapport final pourra être élaboré.

Le vice-doyen Durabilité et infrastructures de la FBM, Nicolas Senn, a rappelé l'importance stratégique de cette démarche. Le décanat a en effet choisi de suspendre certains processus afin d'aligner sa future stratégie sur les résultats des Assises.

II. Interroger le sens et la responsabilité de la recherche

La première séquence de travail du matin visait à interroger les motivations profondes de la recherche scientifique et la responsabilité des chercheurs face aux enjeux socio-environnementaux.

Les panélistes ont participé à un exercice inspiré de l'atelier SEnS conçu par Éric Tannier (directeur de recherche, Inria Lyon) et Sophie Quinton (chercheuse, Inria Grenoble). L'objectif était d'amener les participant·es à réfléchir à la raison d'être de la recherche scientifique et aux implications éthiques de leurs pratiques.

L'exercice a débuté par l'écoute d'un discours, enregistré lors d'une conférence-débat le 27 janvier 1972 au CERN, prononcé par le mathématicien **Alexandre Grothendieck : Pourquoi faisons-nous de la recherche scientifique ?**



Selon Alexandre Grothendieck, les grandes crises menaçant la survie humaine sont étroitement liées à l'état actuel de la science, qui en amplifie les effets sans en être l'unique cause.

Longtemps éloigné de ces enjeux, il a progressivement remis en question le sens de la recherche scientifique, jusqu'à cesser ses travaux. Il souligne une difficulté majeure : les scientifiques peinent à interroger collectivement la finalité de leurs activités, souvent motivées par l'intérêt intellectuel ou des contraintes professionnelles, plutôt que par une réflexion sur leurs impacts.

À la suite de cette écoute, les panélistes se sont répartis en quatuors pour échanger autour de deux questions :

1. Pourquoi travaillez-vous dans la recherche scientifique (comme chercheur·euse ou personnel d'appui à la recherche) ?



2. Comment réagissez-vous à la phrase de Grothendieck, formulée en 1972, selon laquelle « la science joue un rôle important dans les menaces sur l'espèce humaine » ? Comment cela résonne-t-il avec les crises socio-environnementales actuelles ?

III. Poser le cadre des impacts de la recherche : intervention de Kévin Jean

Kévin Jean est épidémiologiste et professeur junior en santé et changements globaux au département de biologie de l'École nationale supérieure de Paris.

Après avoir travaillé sur les questions de modélisation des maladies infectieuses et sur les liens entre santé et changement climatique, Kévin Jean a rejoint plusieurs collectifs scientifiques engagés dans les enjeux de transition socio-écologique, comme l'association Sciences citoyennes et le collectif Labo 1point5.

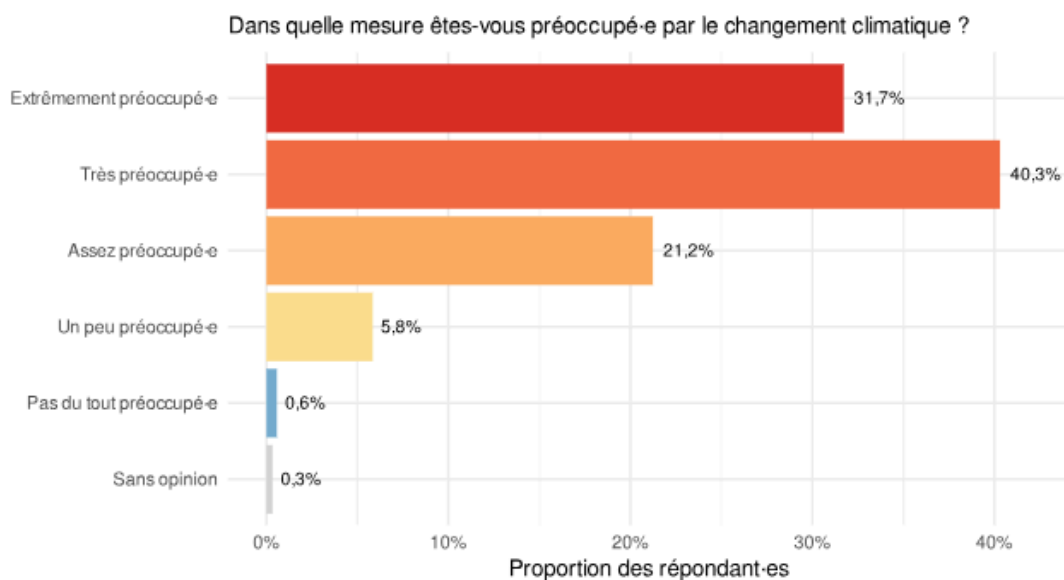
Dans ce contexte, un cadre structurant a émergé, notamment à la suite d'une demande adressée au **Comité d'éthique du CNRS (COMETS), dont l'avis, publié en 2022 sous le titre « Intégrer les enjeux environnementaux à la conduite de la recherche »,** affirme que la prise en compte des impacts environnementaux relève pleinement de l'éthique de la recherche.

Cette responsabilité s'exerce selon deux dimensions complémentaires : d'une part les pratiques de recherche, qu'il s'agit de rendre moins impactantes, et d'autre part les finalités mêmes des travaux, qui doivent être interrogées au regard de leurs effets sur la société et l'environnement.

Ce cadre fait directement écho aux travaux des Assises, qui abordent successivement ces deux niveaux d'analyse, avec une attention portée aux pratiques (session 2), puis aux contenus et orientations de la recherche (session 3).

Une intuition est née au sein de ces collectifs : la recherche n'est pas aujourd'hui structurée pour répondre pleinement à ces enjeux, qui constituent pourtant un défi majeur de ce siècle. Un premier constat est celui d'une forte mobilisation de la communauté scientifique et de la société autour du climat entre 2018 et 2020, période qui a vu émerger plus nettement la question de la durabilité dans la recherche.

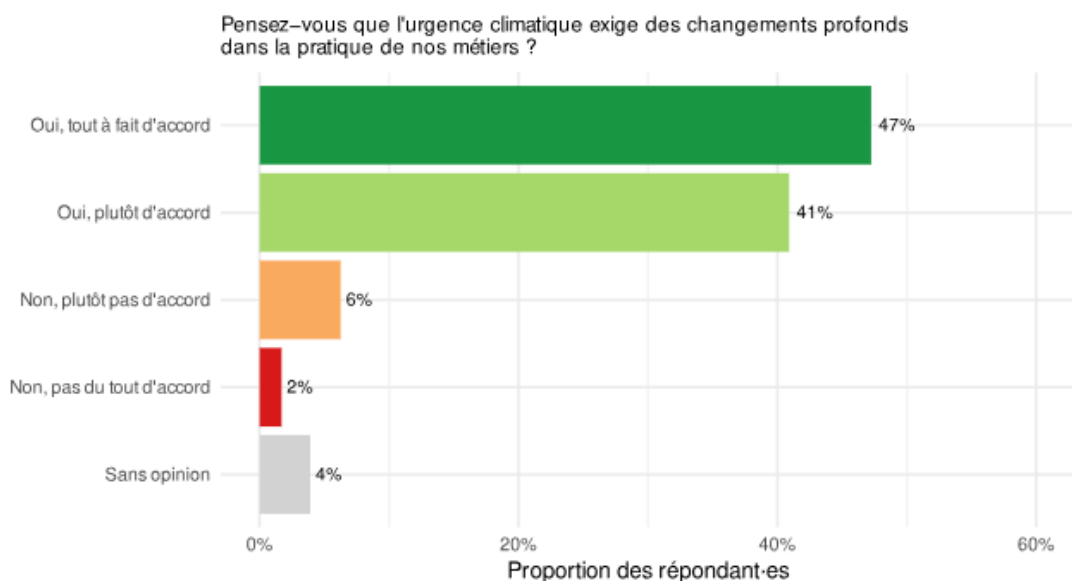
Un **sondage mené par le collectif Labo 1point5** auprès de plus de 2'000 personnes au sein des unités du CNRS montre un niveau de préoccupation très élevé face au changement climatique : 72 % des répondant-es se disent « très préoccupé-es », et près de 93 % en incluant celles et ceux « assez préoccupé-es ».



Lecture : 31,7% des répondant-es sont extrêmement préoccupé-es par le changement climatique
 Source : enquête « Les personnels de la recherche face au changement climatique », Labos 1point5, 2020
 Champ : personnels affiliés à une unité du CNRS (n=6287)

Pourtant, le secteur de la recherche conserve un impact climatique important, avec en moyenne 7,3 tCO₂e par personne en 2019, bien au-dessus de l'objectif de 2 tCO₂e fixé par l'Accord de Paris.

Une autre question de cette enquête portait sur les évolutions de pratiques : près de 90 % des personnes interrogées estiment que l'urgence climatique implique de redéfinir en profondeur les pratiques de recherche.



Lecture : 47% des répondant-es pensent que l'urgence climatique exige des changements profonds dans la pratique de nos métiers
 Source : enquête « Les personnels de la recherche face au changement climatique », Labos 1point5, 2020
 Champ : personnels affiliés à une unité du CNRS (n=6342)

Ces tensions se traduisent concrètement dans certaines orientations scientifiques. En France, le Haut Conseil pour le climat a alerté sur le fait que le déploiement de la 5G risquait d'augmenter l'empreinte numérique et la consommation d'énergie. Dans ce contexte, le lancement de programmes de recherche sur la 6G interroge : quel sens y a-t-il à poursuivre ces développements technologiques si leurs impacts environnementaux sont déjà identifiés comme problématiques ?

À l'échelle européenne, **le programme Horizon Europe** cherche à concilier lutte contre le changement climatique et croissance économique, au risque de maintenir des logiques difficilement compatibles.

Au sein des collectifs engagés sur les questions climatiques, cette situation s'accompagne d'un renouveau de la mobilisation scientifique, avec des propositions alternatives, comme **le projet Horizon Terre**, qui suggère notamment d'impliquer davantage la société civile dans l'orientation des financements de la recherche.

Enfin, dans le domaine de la santé, la question du lien entre climat et santé suscite un intérêt croissant. La majorité des travaux (environ 80 %) se concentre sur les impacts du changement climatique sur la santé, une approche qui ne suffit pas toujours à mobiliser. À l'inverse, la mise en avant des co-bénéfices des politiques climatiques (énergie, mobilité, alimentation) apparaît plus engageante.

Deux messages clés se dégagent :

1. Les politiques climatiques peuvent générer des bénéfices importants pour la santé publique ;
2. Parmi les trajectoires possibles, celles qui intègrent davantage de sobriété sont également les plus favorables à la santé.

IV. Table ronde : les impacts des contenus de la recherche

La table ronde réunissait : *Antoine Guisan* (professeur FBM et FGSE, membre de l'IPBES), *Alain Kaufmann* (ancien directeur du Collaboratoire UNIL, spécialiste de la recherche partenariale et grand témoin), *Kim Ellefsen-Lavoie* (bureau du promoteur de la recherche, CHUV), *Kévin Jean* (ENS) ; ainsi que des interventions de *Micaela Crespo* (Service de la recherche, Unil) sur les initiatives existantes à l'Unil.

La discussion portait sur la question centrale de la session : *comment s'assurer que les contenus produits par la recherche en FBM (savoirs, méthodologies...) n'aggravent pas les crises socio-environnementales et contribuent à la durabilité ?*



Première sous-question : Comment intégrer la prise en compte de la durabilité dans les conditions cadres de la recherche en FBM (évaluation de la recherche, commission d'éthique, financement, formation, culture de la recherche...) ?

Micaela Crespo (Service de la recherche de l'Unil) a donné deux exemples de ce qui se fait déjà à l'Unil :

- CoARA – Réforme de l'évaluation de la recherche, visant à intégrer davantage de critères qualitatifs et d'impact sociétal.
- CER-UNIL – Élargissement du périmètre, réforme en cours pour mieux prendre en compte les enjeux environnementaux et sociaux dans les projets de recherche.

Kim Ellefsen-Lavoie. La recherche hospitalière — qu'elle soit observationnelle (basée sur l'analyse de données existantes) ou interventionnelle (impliquant une action directe auprès des patients, comme un test ou un traitement) — engage une responsabilité médico-légale importante, dans un contexte où les soins ont eux-mêmes un impact environnemental significatif.

Cette responsabilité est distribuée à plusieurs niveaux : au niveau des chercheur·euses, dans la définition des priorités (bénéfice individuel ou sociétal) ; des institutions, à la fois dans leurs choix stratégiques et dans les conditions de mise en œuvre ; des financeurs, qui orientent les thématiques ; des systèmes d'évaluation scientifique ; et enfin des commissions d'éthique, dont le périmètre pourrait évoluer pour intégrer davantage les enjeux environnementaux.

Dans ce cadre, des évolutions récentes viennent renforcer cette réflexion. La Déclaration d'Helsinki, mise à jour en 2024, souligne l'importance de la justice sociétale et environnementale dans la conduite de la recherche. Par ailleurs, l'OMS indique dans un rapport publié en février que la recherche devrait intégrer une visée environnementale, en amont, dès le choix des sujets, des méthodologies et du design des études.

Alain Kaufmann. La question de la responsabilité dans le domaine de la recherche fondamentale est structurée essentiellement sur un mode interne, avec des codes de déontologie. Nous sommes maintenant dans une situation où cette responsabilité s'étend au partage des connaissances et des expertises avec les acteurs sociaux, qui sont directement impactés par les recherches. Il s'agit en quelque sorte d'une nouvelle ère.

Pour une faculté comme la FBM, la question qui se pose est de savoir ce que signifie étendre sa responsabilité au-delà des codes de déontologie ou des critères éthiques classiques de la recherche clinique ou de la recherche en biologie. C'est un nouveau défi et ce partage est trop simpliste aujourd'hui.

S'il existe des programmes pour l'engagement des chercheurs dans l'espace public, il n'y a aucune médiation opérationnelle pour leur mise en pratique.

Antoine Guisan. Beaucoup de chercheurs ont envie de bien faire et d'améliorer leurs modes de recherche, mais il y a une certaine inertie institutionnelle. Pendant longtemps, on s'est basé sur le nombre de publications pour évaluer les outputs de la recherche. Actuellement, cet exercice d'analyse est rarement effectué par le chercheur lui-même. Nous ne disposons pas vraiment d'outils institutionnels qui nous engagent ou qui nous forcent même à le faire.

On pourrait imaginer utiliser des outils inspirés des analyses SWOT, orientés sur les impacts écologiques.

Une initiative intéressante qui mérite d'être relevée est l'Évaluation des écosystèmes pour le millénaire, un programme de travail international conçu pour répondre aux besoins des décideurs en matière d'information scientifique sur les conséquences des changements que subissent les écosystèmes. C'est devenu quelque chose de très utilisé.

Kévin Jean. Les scientifiques sont très peu souvent invités à prendre le temps de réfléchir à leur contribution aux enjeux de durabilité. Cela commence à se faire, par exemple en France, via un bilan carbone des thèses universitaires. Cela pourrait être une piste.

Enfin, il faut tenir compte de l'effet rebond ou paradoxe de Jevons, selon lequel les gains d'efficacité peuvent conduire à une augmentation des usages. Dans le domaine médical, cela se traduit notamment par une hausse des prescriptions d'imagerie : des techniques plus performantes, comme l'IRM, ne remplacent pas toujours les examens existants, mais viennent souvent s'y ajouter, augmentant ainsi le volume global d'actes.



Deuxième sous-question : Comment soutenir l'évolution des sujets de recherche vers la durabilité en FBM (financements, accompagnements à la carrière...) ?

Micaela Crespo (Service de la recherche de l'Unil) a donné des exemples d'initiatives en cours à l'Unil :

- Programme STRIVE – Stimulation de projets interdisciplinaires sur la transformation écologique et sociétale
- Soutien à la création et au développement de centres et plateformes interdisciplinaires : Plateforme durabilité & santé (FBM), OUVEMA, CIRE, CIRM, E4S, ECCE, etc.
- Accompagnement méthodologique : soutiens aux équipes de recherche dans le développement de projets sur la durabilité ou intégrant la durabilité dans la conception des projets.

Kévin Jean. Les processus de définition des orientations de recherche sont assez opaques. Ils donnent peut-être même l'impression d'être assez mal maîtrisés par le politique. En France, par exemple, l'un des plus grands projets de relance scientifique a été voté en 45 minutes seulement au Parlement. Et quand on s'intéresse à la composition des comités de recherche, là aussi c'est assez flou ; il est difficile de savoir qui décide finalement des orientations.

Ce qu'on peut dire à l'heure actuelle, c'est qu'il y a quand même une très grande prévalence du monde économique dans ces comités, au détriment de la société civile.

Alain Kaufmann. En Suisse, on peut compter sur les académies, mais si l'on examine la succession des programmes entraînant des impacts environnementaux importants, comme l'intelligence artificielle, on constate qu'il n'y a pratiquement aucun programme qui intègre la société civile. Cette lacune est compensée dans notre pays par la démocratie directe, mais il n'en demeure pas moins que le déficit démocratique est énorme. Il faudrait combler l'absence de représentation de la société civile.

Kim Ellefsen-Lavoie. Il existe une tension propre à la recherche clinique hospitalière. Celle-ci est historiquement orientée vers le bénéfice individuel du patient, dans une logique de soin immédiat, ce qui laisse peu de place à la prise en compte des impacts sociétaux ou environnementaux des actes réalisés. Cette priorité, souvent résumée par une logique de « soigner quoi qu'il en coûte », interroge la capacité du système à intégrer des considérations de durabilité dans la définition même des sujets de recherche.



Troisième sous-question : Comment favoriser l'appropriation des résultats de la recherche FBM par la société afin d'en amplifier les impacts (méthodologies de recherche, collaborations, transmission au grand public, consortium scientifique...)?

Micaela Crespo a présenté plusieurs initiatives actuellement menées à l'UNIL, notamment autour de l'ouverture des savoirs et du renforcement des interactions avec la société :

- Open science : développement de l'open access via IRIS pour une diffusion plus large et équitable des connaissances, ainsi que de l'open research data, favorisant le partage des données, la transparence et la réduction des duplications.
- Recherche partenariale et sciences citoyennes : structuration et accompagnement de ces démarches à travers l'unité dédiée du Service de la recherche, les programmes Volteface portés par le CCD dans le cadre de la plateforme Interface et le Service de culture et médiation scientifique.

Antoine Guisan. Il est difficile d'intervenir au niveau fédéral, en raison d'un lien encore limité entre le monde scientifique et le Parlement. Une différence de perception de la science par le grand public persiste : les avancées qui améliorent directement le confort ou le bien-être sont largement acceptées (micro-onde, mobile...), tandis que les résultats qui impliquent des limites ou des changements de comportement, notamment en matière environnementale, sont plus facilement perçus comme des opinions.

Cette distinction fragilise la portée des connaissances scientifiques. Les travaux sur le climat reposent pourtant sur les mêmes fondements que ceux qui soutiennent d'autres technologies du quotidien et la même rigueur que ceux qui ont été nécessaires pour développer des technologies utilisées quotidiennement.



V. Travail en sous-groupes : identifier des pistes d'action

Les panélistes ont ensuite travaillé en neuf sous-groupes, organisés autour des trois grandes questions qui ont été soulevées lors de la table ronde (trois groupes par question).

- Comment intégrer la prise en compte de la durabilité dans les conditions cadres de la recherche en FBM (évaluation de la recherche, financement, commissions d'éthique, formation ou culture scientifique) ?
- Comment soutenir l'évolution des sujets et des approches de recherche en FBM vers la durabilité (dispositifs de financement, accompagnement des carrières ou incitations institutionnelles) ?
- Comment favoriser l'appropriation des résultats de la recherche FBM par la société afin d'en amplifier les impacts (collaborations avec la société, diffusion des résultats, engagement public) ?

L'objectif de ce travail était de faire émerger des objectifs et des pistes de mesures jugés importants pour la suite des Assises. Ces propositions ont été présentées au reste du panel dans l'après-midi (voir chapitre VII).

VI. Focus thématique : intelligence artificielle et recherche durable

L'après-midi a débuté par une discussion consacrée à l'intelligence artificielle et à ses implications pour la recherche durable.

La question centrale était : quels impacts l'intelligence artificielle peut-elle avoir sur la recherche durable et quelles mesures pourraient être mises en place ?

En introduction, plusieurs questions ont été posées aux participant·es pour sonder la « température » du panel à ce sujet :



- Qui parmi vous utilise régulièrement l'intelligence artificielle ?
 - Qui l'utilise occasionnellement ?
 - Qui ne l'utilise jamais ?
- Qui a vu sa pratique professionnelle bouleversée par l'intelligence artificielle ?
- Qui considère cette possibilité comme une opportunité pour la recherche ?
 - Qui se sent dépassé par ce phénomène ?
 - Qui craint certaines de ses conséquences ?

Une large majorité a indiqué utiliser régulièrement l'intelligence artificielle, tandis que très peu ont déclaré ne jamais y recourir. L'IA est majoritairement perçue comme une opportunité pour la recherche, mais suscite également des inquiétudes importantes quant à ses conséquences, même si peu de participants se disent dépassés par le phénomène.

La discussion qui a suivi s'est déroulée sous la forme d'un fishbowl. Dans les cercles formés par les panélistes, seules huit personnes placées au centre pouvaient prendre la parole. Pour s'exprimer, les autres participants devaient rejoindre ce cercle central, en prenant la place d'un·e participant·e qui en sortait.



Trois experts étaient installés au centre du dispositif et y sont restés tout au long de l'échange : *Nicolas Salamin* (Cellule IA Unil), *Johann Recordon* (Centre de compétences en durabilité, GT Sobriété Numérique, Unil) et *Jolanda Elmers* (Bibliothèque Universitaire de Médecine, CHUV).

Ils ont ensuite abordé la question suivante :



Quels sont les enjeux de l'IA pour une recherche durable, entendue comme une recherche pérenne, respectueuse de ses impacts environnementaux et sociaux, et attentive aux exigences de l'intégrité scientifique ?

Nicolas Salamin. L'intelligence artificielle est quelque chose que l'on ne peut pas ignorer et dont on doit s'emparer, ce qui ne veut pas dire qu'on y adhère totalement. L'enjeu est plutôt de développer un esprit critique sur son utilisation, en particulier sur ses impacts sociétaux, en évaluant à la fois ses bénéfices et ses risques. Nous sommes en mesure de poser ce regard critique sur l'utilisation de l'IA et sur ses implications, avec l'ambition de promouvoir une IA éthique et responsable.

Nous avons décidé de mettre en place des cours de formation pour tous les niveaux, avec des modules vidéo pour les étudiants qui arrivent ce semestre en FBM, et qui vont être mis à la disposition de toutes les Facultés l'automne prochain.

Au niveau infrastructurel, notre approche est d'atteindre une souveraineté numérique pour s'assurer d'avoir un certain contrôle sur ce qui est utilisé et comment. Enfin, nous aimerions servir de référent pour les collectivités publiques, les cantons et les autres institutions autour de nous, en assumant un rôle important en termes de compréhension de l'IA, et en diffusant cette approche critique au-delà du monde académique.

Johann Recordon. Il y a deux questions qui méritent d'être examinées. La première est de savoir de quel IA on parle : une IA de type machine learning qui est déjà dans les pratiques de recherche depuis longtemps, ou une IA générative ? Et ensuite, s'agit-il d'une IA qui tourne sur notre cluster de recherche, ou dans des centres de données qui appartiennent à des entreprises privées, dans d'autres pays qui ont potentiellement des impacts environnementaux et sociaux bien plus importants ?

Ces distinctions invitent à préciser les usages concrets de l'IA au sein de la FBM : quels outils sont utilisés, pour quelles tâches et avec quelle intensité ? Dans le cas des IA génératives, qui reposent largement sur des infrastructures que l'on ne maîtrise pas, se pose la question de la valeur ajoutée réelle : qu'apportent-elles par rapport à leurs coûts environnementaux et sociaux ?

Dans un contexte où l'objectif de la recherche est notamment de sauver des vies, cette réflexion ne peut se faire au détriment d'autres enjeux. Elle conduit à interroger les usages jugés légitimes, les formes de dépendance qui peuvent émerger, ainsi que les risques d'atrophie de certaines capacités cognitives. Ce sont là des pistes de réflexions.

Jolanda Elmers. L'IA générative introduit une rupture importante avec les pratiques traditionnelles de la recherche, en particulier dans la revue de littérature, qui constitue une étape fondamentale du travail scientifique. Celle-ci repose habituellement sur des exigences d'exhaustivité, de sensibilité et de traçabilité des sources, que les outils actuels d'IA générative peinent à garantir.

Même lorsque ces outils indiquent s'appuyer sur des publications scientifiques, il reste difficile d'identifier précisément les sources mobilisées, de vérifier les résultats ou de reproduire la démarche. Le nombre limité d'articles proposés (souvent entre 20 et 25, y compris dans les versions payantes) ne permet pas d'assurer une recherche exhaustive. Par ailleurs, ces outils peuvent inclure des articles rétractés et n'ont accès qu'à une partie de la littérature, notamment en open access, ce qui introduit des biais supplémentaires.

Dans ce contexte, aucun des outils disponibles ne répond pleinement aux critères d'une utilisation responsable pour la recherche de littérature scientifique. Quel que soit le coût de ces solutions, le niveau de rigueur méthodologique reste insuffisant. Cela implique de conserver un regard critique sur leur usage et de définir les conditions dans lesquelles ils peuvent être mobilisés sans compromettre la qualité scientifique.



À la suite des interventions des expert-es, plusieurs panélistes ont rejoint le centre du cercle, ouvrant la discussion. Les échanges ont été particulièrement engagés, témoignant d'un fort intérêt des participant-es.

Une tension centrale s'est dégagée. D'un côté, l'IA est perçue comme un levier d'efficacité, permettant de gagner du temps, d'améliorer certains travaux et d'accéder à des idées ou perspectives nouvelles.

De l'autre, elle soulève des inquiétudes sur la rigueur méthodologique, les risques de dépendance et l'écart entre gains de productivité perçus et gains réels. La question de la créativité, considérée comme un élément clé du travail scientifique, a également été discutée. L'IA peut-elle être créative, ou risque-t-elle d'appauvrir cette capacité ?

Cette tension se retrouve aussi dans l'enseignement, où l'IA transforme les pratiques, remet en question certains formats d'évaluation, notamment les travaux à domicile, tout en ouvrant de nouvelles possibilités.

Plus largement, les discussions ont mis en lumière des enjeux de responsabilité, d'impacts environnementaux et de place du travail humain. L'équilibre entre efficacité, qualité scientifique et responsabilité collective apparaît comme un point de tension central.

VII. Retour sur les travaux de la session 2

Les panélistes se sont ensuite réunis par groupes thématiques (mobilité professionnelle, le numérique, les infrastructures ou l'expérimentation animale) afin de revisiter les productions de la session 2.

Ils ont examiné les posters et fiches de pistes élaborés lors de cette session, en tenant compte des éléments apportés au cours de la matinée de la session 3.

Chaque groupe devait sélectionner jusqu'à quatre objectifs qu'il souhaitait défendre auprès du reste du panel en fin de journée.

VIII. Restitution collective des productions

Prise de parole de Yves Sintomer, Département des sciences politiques de l'Université de Paris 8.



Les Assises de la recherche durable sont une expérience pilote, un processus expérimental d'avant-garde. Nous vivons un moment charnière, qui nous appelle à briser des tabous, et cette expérience permet de faire jouer l'intelligence collective, selon le principe de la délibération, pour trouver des réponses aux défis environnementaux tout en améliorant la qualité démocratique des décisions qui découleront de ces Assises.

Il s'agira pour les participant·es de hiérarchiser les priorités. En effet, l'objectif n'est pas d'arriver forcément à un consensus, mais à des « dissensus raisonnables ». La hiérarchisation des objectifs rendra le produit fini plus dynamique, en permettant de donner des recommandations fortes, claires et, d'une certaine manière, contraignantes.

Après cette intervention, les groupes ont ensuite présenté leurs objectifs en séance plénière. Les rapporteur-euses disposaient d'une minute pour exposer leurs objectifs par groupe, suivis d'un court temps de réaction des autres membres. **Au total, 23 objectifs ont été présentés.** Cette restitution visait à offrir une vue d'ensemble des propositions, sans entrer dans le détail des mesures, et a permis de faire émerger un premier socle de directions jugées prioritaires par les panélistes.

Cette étape marque également une transition vers la suite du processus. Compte tenu de la complexité du sujet, l'ensemble des enjeux ne pourra pas être traité dans le cadre des Assises. Les panélistes sont donc invités à prioriser les objectifs identifiés : un vote intersession permettra de sélectionner les axes à approfondir lors de la session 4, au cours de laquelle des groupes seront constitués pour travailler sur différentes parties du rapport final. La session 5 sera consacrée à sa rédaction et à sa validation.

Il a été rappelé que l'émergence de désaccords à ce stade est normale et même nécessaire, l'objectif étant d'identifier les principaux points de tension. Le rapport final proposera une vision de la recherche durable à la FBM, accompagnée d'un ensemble de mesures priorisées, issues de ce travail collectif.

IX. Clôture de la session

La journée s'est conclue par un exercice de « météo » en quatuors, permettant aux panélistes de partager brièvement leur ressenti sur la session. **Les organisateurs ont ensuite rappelé les prochaines étapes du processus :**

- un vote intersession afin de prioriser les objectifs identifiés,
- un travail d'approfondissement lors de la session 4,
- la rédaction et le vote final du rapport lors de la session 5, qui clôtureront les Assises.

Rappel des ressources disponibles

- Les délégué-es du panel sont à la disposition du panel pour faire remonter leurs besoins, questions ou propositions.
- La plateforme Voca : permet d'accéder aux documents utiles, de poser des questions et de partager des retours anonymes.

LES ASSISES DE LA RECHERCHE DURABLE À LA FACULTÉ DE BIOLOGIE ET DE MÉDECINE

UN PROJET PORTÉ PAR

Unil.

EN PARTENARIAT AVEC



unisanté

Centre universitaire de médecine générale
et santé publique • Lausanne



**Hôpital ophtalmique
Jules-Gonin**

Service universitaire d'ophtalmologie
Fondation Asile des aveugles

AVEC LE SOUTIEN DE



**FONDATION
LEENAARDS**